

# Le confinement, reflet des inégalités sociales liées au logement et au niveau de revenu

La manière de vivre la crise sanitaire et économique est très dépendante du niveau de vie des Français, selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof

L'annonce par le président de la République de la sortie progressive de la période de confinement, le 11 mai, suscite encore nombre d'interrogations sur l'organisation de la vie économique, éducative et sociale au-delà de cette date. Depuis cinq semaines, beaucoup a été dit sur la réalité des violences conjugales, des violences envers les enfants, des couples au bord de la séparation, mais peu sur une variété de symptômes du quotidien qui participent des désordres sociaux et psychologiques avec lesquels les Françaises et les Français vont devoir réapprendre à vivre lors du déconfinement.

Depuis le 24 mars, nous avons pu mesurer l'évolution de la perception de la qualité de vie des personnes confinées, dans une enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Plutôt stable, l'indicateur révèle que 13 % seulement des Français considèrent que leur vie est désagréable en ce moment contre 37 % qui ont un ressenti opposé – et 50 % qui déclarent que leur vie dans leur environnement actuel n'est ni agréable ni désagréable. Ce chiffre de 13 % appelle deux commentaires : sans être négligeable, il est faible. A l'évidence, l'intervention de l'Etat, par ses filets de protection, produit des effets réels d'amortissement. Ainsi, selon notre enquête, 74 % des ac-

**24 % DES LOCATAIRES D'UN LOGEMENT HLM CONTRE 10 % DES PROPRIÉTAIRES DANS LE PARC PRIVÉ DÉCLARENT QUE LEUR QUOTIDIEN EST DÉSAGRÉABLE**

tifs sont toujours au travail (41 % hors de leur domicile et 33 % à domicile) et 26 % ont dû arrêter de travailler. Chez ces derniers, 15 % sont en congés ou en arrêt maladie et 43 % disent être au chômage partiel, soit des personnes, compte tenu des dispositifs adoptés, globalement protégées.

Ce chiffre tenu de 13 % s'explique aussi par la relative faible part des personnes qui vivent le confinement dans des conditions de logement extrêmement difficiles : les deux tiers des Français résident actuellement dans une maison et 33 % seulement en appartement. Surtout, seuls 9 %, qu'ils soient en appartement ou en maison, n'ont ni jardin, ni cour, ni même un balcon. Le premier constat que l'on peut faire est donc que si le confinement est toujours bien accepté par l'immense majorité de la population, c'est d'une part, bien entendu, en raison du risque sanitaire qu'il y a

à sortir de chez soi, mais d'autre part et surtout parce qu'il est économiquement et socialement encore largement supportable.

Le second enseignement de l'étude est tout autre : dès que l'on quitte les données générales pour s'intéresser à des sous-groupes de population, la réalité prend une autre dimension. Malgré les amortisseurs mis en place, la crise aggrave les inégalités liées au travail, au logement et au revenu. Par exemple, 24 % des locataires d'un logement dans le parc HLM contre 10 % des propriétaires dans le parc privé déclarent que leur quotidien est désagréable. La proportion monte à 20 % chez ceux qui n'ont ni cour, ni jardin, ni balcon, à 18 % dans les foyers où le revenu mensuel net est inférieur à 1250 euros, et à 36 % chez ceux qui sont extrêmement pessimistes sur leurs revenus à venir.

## Amplificateur

L'écart se répète également entre les actifs (en télétravail) et les inactifs (ou en interruption de travail) : les premiers sont 10 % à déclarer la vie actuellement désagréable contre 28 % pour les seconds. En matière d'état psychologique et d'effets sur la santé, 7 % des Français indiquent qu'ils consomment plus de somnifères, de relaxants ou d'anxiolytiques, 13 % davantage d'alcool ; 30 % éprouvent un manque ou un excès d'appétit, 21 % des problèmes d'es-

time de soi, 30 % des difficultés de concentration, 33 % enfin déclarent se sentir isolés des autres...

Certes, il ne s'agit pas de dire que la période de confinement avec son lot d'incertitudes est responsable à elle seule des désordres sociopsychologiques. Elle est davantage un amplificateur des inégalités déjà installées dans la société française. Mais ses ravages peuvent être profonds auprès de certains segments si elle perdure trop longtemps. Les Français ne s'y trompent d'ailleurs pas. Dans notre enquête, 57 % d'entre eux souhaitent que le confinement dure encore au moins cinq semaines contre 43 % qui espèrent en sortir d'ici quatre semaines ou moins. Mais chez ceux qui trouvent que la vie est en ce moment difficile, cette proportion augmente de 12 points, à 52 %.

La résilience des Français et l'intervention protectrice de l'Etat peuvent aider à comprendre l'effort collectif de la nation. Mais cette réalité ne doit pas masquer une autre conséquence du confinement : à trop tirer sur la corde, le nombre de personnes en souffrance grave pourrait accentuer la fracture sociale et laisser des traces profondes. ■

**SYLVAIN BROUARD (DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CEVIPOF), MARTIAL FOUCAULT (DIRECTEUR DU CEVIPOF) ET BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSO)**

# Pour les Français, la baisse de la dette n'est plus une priorité

Consensuelle dans l'opinion lors de la campagne présidentielle de 2017, la lutte contre l'augmentation du déficit budgétaire n'est plus souhaitée par les Français

Les députés ont voté, vendredi 17 avril, à une très large majorité, une rallonge budgétaire de plusieurs dizaines de milliards d'euros au budget 2020, portant la prévision du déficit public de la France à 9,1 % du PIB (soit 185,4 milliards d'euros). A situation exceptionnelle, mesures budgétaires exceptionnelles. Une telle décision semble renvoyer aux calendes grecques l'orthodoxie budgétaire consistant à s'aligner sur les critères européens de soutenabilité des finances publiques. Peut-être sont-ce les leçons de la crise de 2008 qui forcent aujourd'hui les Etats à réagir de la sorte pour éviter une catastrophe économique dans leurs espaces nationaux.

Car, malgré le programme massif d'intervention de la Banque centrale européenne, aucun accord n'a été trouvé sur les « coronabonds » ou eurobonds pour mutualiser la dette au niveau européen. Après avoir semblé absente de la gestion de l'urgence sanitaire elle-même, l'Union européenne n'est pas perçue positivement dans ce contexte. Et l'opinion publique française ne s'y trompe pas puisque seulement 9 % des personnes interrogées dans l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof se déclarent satisfaites de la manière dont l'UE a géré la crise. Cette per-

ception de l'impuissance européenne peut-elle faciliter ou accélérer une conversion au keynésianisme économique de la France ?

Cette impuissance européenne ne laisse que peu de choix budgétaires en France face à la crise sanitaire et économique. En 2012, Olivier Blanchard, l'ancien chef économiste du Fonds monétaire international, reconnaissait, dans une note adressée au FMI, l'erreur d'appréciation des politiques d'austérité budgétaire prescrites auprès des pays fragilisés par la crise financière de l'époque. De telles stratégies produisent également des effets politiques souvent négligés par leurs auteurs. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la poussée de formations populistes en Europe et dans le monde. Ces mouvements ont souvent surfé sur l'opposition des citoyens à l'insécurité économique. Pour réduire les risques politiques de la crise sanitaire et économique, le président de la République et le gouvernement français ont décidé de renoncer au fétichisme de la règle de Maastricht, fixant à 3 % du PIB le déficit public.

**Clivage gauche-droite dépassé** S'agit-il d'une croyance dans les vertus du keynésianisme ou un savant calcul pour répondre aux préférences des citoyens ? De-

**POUR RÉDUIRE LES RISQUES POLITIQUES DE LA CRISE SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE, L'EXÉCUTIF A DÉCIDÉ DE RENONCER À LA RÈGLE FIXANT LE DÉFICIT PUBLIC À 3 % DU PIB**

puis avril 2017, les Français ont en effet changé d'avis sur cette question. A l'époque, en pleine campagne présidentielle, une large majorité (76 %) estimait qu'il fallait impérativement réduire le déficit public, notamment les électeurs de François Fillon (87 %), de Marine Le Pen (78 %) et d'Emmanuel Macron (77 %). Le consensus dépassait largement le clivage gauche-droite car les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon emboîtaient le pas dans des proportions plus faibles mais majoritaires, respectivement à 62 et 64 %.

A cette même question posée le 14 et le 15 avril, les Français sont désormais deux fois moins nombreux (39 %) à souhaiter une baisse du déficit budgétaire contre 19 % pour une augmentation (les autres souhaitant le statu quo). La surprise vient des élec-

teurs macronistes qui ne sont plus que 34 % à souhaiter la baisse du déficit, soit 43 points de pourcentage en moins par rapport à avril 2017. Cette évolution va également de pair avec une préférence de la part d'une grande majorité des sondés pour une augmentation des dépenses publiques, notamment pour soutenir les hôpitaux publics (84 %), pour aider les entreprises et commerces français en difficulté (67 %) et pour produire en France les biens et services essentiels à la souveraineté nationale (77 %).

Ce positionnement de l'opinion permet à l'exécutif de s'engager dans cette voie, sans s'aliéner son électorat et en satisfaisant une partie de l'électorat de gauche, tout en répondant à l'impuissance européenne et aux attentes nouvelles des citoyens. Lors de la précédente crise financière de 2008, les acteurs économiques avaient rapidement supplanté le politique. Cette fois-ci, il existe un risque exacerbé d'instabilité politique et sociale, en particulier si les multiples leçons de la crise actuelle restent lettre morte et ne deviennent pas la pierre angulaire d'un nouveau contrat social. ■

**SYLVAIN BROUARD (DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CEVIPOF) ET MARTIAL FOUCAULT (DIRECTEUR DU CEVIPOF)**

# LR veut plus de pouvoir pour l'Assemblée dans la gestion de crise

La formation de droite demande notamment un vote sur la mise en place d'une application de traçage des Français après le déconfinement

La phrase ne pouvait pas laisser l'opposition indifférente. Interrogé lundi 20 avril sur LCI, Gilles Le Gendre, le président du groupe La République en marche (LRM) de l'Assemblée nationale, a répondu que le « vote n'apporterait rien de plus » à l'issue du débat sur la mise en place d'une application de traçage des personnes lors du déconfinement. Il n'en fallait pas plus pour énerver de nombreux députés, venus de tous les bords et privés de tribune officielle et de présence au Palais-Bourbon depuis plusieurs semaines. « Le vote n'apporterait rien de plus ? Le vote, c'est ce qui distingue le débat parlementaire de la causerie », a ainsi tweeté Boris Vallaud, l'élu socialiste des Landes.

A droite, l'intervention du patron des députés LRM a été considérée comme particulièrement « malvenue », voire « scandaleuse ». « *Enième aveu d'un Gilles Le Gendre qui piétine l'expression du débat, de la démocratie. Les situations exceptionnelles que nous vivons ne sont qu'un prétexte pour ceux-là de toujours davantage affaiblir la voix populaire* », a aussi réagi sur Twitter Julien Dive, député (Les Républicains) de l'Aisne. Une formule « inquiétante » a déclaré de son côté l'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy, avant de s'interroger : « Pour la majorité, il n'est donc même pas nécessaire que le gouvernement demande l'accord du Parlement avant de déployer un système de traçage généralisé des citoyens. La démocratie leur semble à ce point superflue ? »

## Question « fondamentale »

Chez LR, comme dans le reste de l'opposition, de nombreux parlementaires réclament un vote sur une question considérée par beaucoup comme « fondamentale pour les libertés individuelles ». Les chefs de file des partis ont abordé le sujet avec Edouard Philippe lors d'une réunion par visioconférence, lundi. A rebours du patron de la majorité, le chef du gouvernement ne semble pas avoir écarté totalement la question. « *Le premier ministre a dit qu'il entendait les demandes et qu'il y aurait des discussions à ce sujet* », ont indiqué ses proches à l'AFP.

Pour Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, il ne saurait en être autrement. Dimanche, sur Europe 1, il a estimé qu'un débat sans vote relevait plutôt du « colloque ». « Vous ne pouvez pas imposer un couvre-feu

**« L'Assemblée nationale n'est pas une convention à huis clos »**

**DAMIEN ABAD**  
président du groupe LR  
du Palais-Bourbon

parlementaire. Il faut que le peuple s'exprime autrement que par les sondages », a-t-il prévenu la majorité.

« *L'Assemblée nationale n'est pas une convention à huis clos* », tempête auprès du Monde Damien Abad, député de l'Ain et président du groupe LR du Palais-Bourbon. Le vote sur la mise en place de l'application de traçage des personnes est, selon lui, une nécessité dans la mesure où elle concernera tous les Français. Mais au-delà de cette question, ce sont les droits de la représentation nationale qu'il faudrait « respecter ». Le Parlement doit, à l'entendre, revenir au premier plan de la vie politique française, « faire vivre ses prérogatives ».

Pour ce faire, M. Abad souhaiterait que les députés qui ne sont que deux ou trois par parti à avoir le droit de siéger depuis le confinement reprennent le chemin de l'hémicycle. Du moins une plus grande portion d'entre eux. « *Nous sommes 24 députés là où les sénateurs sont 55* », regrette l'élu de l'Ain pour qui les « conditions sanitaires demeurent une priorité ».

Le chef de file des élus LR souhaite faire monter le nombre de députés présents à une centaine. Il devait en parler, mardi 21 avril, à la conférence des présidents de l'Assemblée nationale. Une proposition déjà formulée, il y a quelques jours, par Annie Genevard, députée LR du Doubs. Pour elle, il faut « rétablir la proportionnalité des groupes ».

D'autant, précise Christian Jacob, président de la formation de droite, que la taille de l'hémicycle permet facilement de respecter les gestes barrières et les distances de sécurité. « *On pourrait garder trois sièges vides entre deux élus, soit deux mètres de séparation* », explique le député de Seine-et-Marne. Objectif selon les élus LR, « assurer la continuité de la vie de la nation, comme l'a demandé le premier ministre. Et le Parlement en fait partie », fait valoir Annie Genevard. ■

**SARAH BELOUEZZANE**

## COMMÉMORATION L'AMF et les anciens combattants veulent maintenir le 8-Mai

Bataille de tranchées autour de la commémoration du 8 mai 1945. Le courrier adressé aux maires les avisant que, du fait des mesures prolongées de confinement pour lutter contre le Covid-19, toutes les cérémonies commémoratives étaient annulées jusqu'au 11 mai a soulevé une vive émotion dans les rangs de la droite et chez les associations d'anciens combattants. « *Ahurissant et inconcevable* », s'est indigné Philippe Gosse, député (LR) de la Manche, tandis que le président du groupe LR du Sénat, Bruno Retailleau, a demandé à Em-

manuel Macron de revenir sur sa décision. Il y aura bien une cérémonie nationale, à Paris, dans un format adapté, à laquelle le chef de l'Etat prendra part, a précisé l'Elysée. Qu'en sera-t-il ailleurs ? Une par département, dans les seuls chefs-lieux, suggère le président du groupe LR de l'Assemblée, Damien Abad. De son côté, l'Association des maires de France « invite chaque maire de France, en compagnie d'un porteur de drapeau désigné par les associations d'anciens combattants, à déposer seul, le 8 mai, une gerbe du souvenir au pied du monument commémoratif traditionnel de la commune, sans rassemblement ni autre manifestation publique ».